

ACTE DE CAUTION SOLIDAIRE
POUR LOCATION DE LOCAUX D'HABITATION

Pour les bailleurs n'ayant pas souscrit d'assurance garantissant les obligations locatives ou toute autre forme de garantie (sauf en cas de location à un étudiant ou à un apprenti).

Article 22-1 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989.

Je soussigné(e) (*nom et prénom de la caution*) ..... , né(e) le .....
à ..... et résidant à l'adresse suivante .....
.....
certifie avoir pris connaissance du contrat de location dont un exemplaire m'a été remis, et déclare me porter caution solidaire de (*nom et prénom du locataire*) ..... pour les obligations résultant du bail qui lui a été consenti par (*nom et prénom du bailleur*) .....
pour le logement situé (*adresse de la location*) .....
.....
J'ai pris connaissance du montant du loyer de ..... € (*en toutes lettres* .....
.....)
par (*périodicité du loyer*) ..... . Il sera révisé annuellement tous les (*date de révision*) .....
selon la variation de l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE au (*trimestre de l'indice de référence des loyers indiqué dans le contrat de location*) .....
Cet engagement pour une caution solidaire est valable (*pour la durée du bail initial et de ... renouvellement(s) ou reconduction(s) tacite(s) / pour une durée indéterminée*) .....
.....
pour le paiement au bailleur, en cas de défaillance du locataire, notamment des loyers, des indemnités d'occupation, des charges, des réparations et dégradations locatives, des impôts et taxes et tous frais éventuels de procédure dus en vertu de ce bail.
Il est clairement spécifié que ma garantie s'entend à titre de caution solidaire sans faculté de division ni de discussion conformément à l'article 2297 du Code Civil.

Je confirme avoir une parfaite connaissance de la nature et de l'étendue de mon engagement et reproduis moi-même la mention suivante :
« Je m'engage en qualité de caution à payer au bailleur ce que lui doit le locataire en cas de défaillance de celui-ci, dans la limite d'un montant de (en toutes lettres et en chiffres) ..... (..... €).
Je reconnais ne pas pouvoir exiger du bailleur qu'il poursuive d'abord le locataire ou qu'il divise ses poursuites entre les cautions. »

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Je reconnais également avoir pris connaissance de l'avant-dernier alinéa de l'article 22-1 de la loi du 6 juillet 1989 ainsi rédigé :
"Lorsque le cautionnement d'obligations résultant d'un contrat de location conclu en application du présent titre ne comporte aucune indication de durée ou lorsque la durée du cautionnement est stipulée indéterminée, la caution peut le résilier unilatéralement.
La résiliation prend effet au terme du contrat de location, qu'il s'agisse du contrat initial ou d'un contrat reconduit ou renouvelé au cours duquel le bailleur reçoit notification de la résiliation".
En cas de colocation, la solidarité d'un des colocataires et celle de la personne qui s'est portée caution pour lui prennent fin à la date d'effet du congé régulièrement délivré et lorsqu'un nouveau colocataire figure au bail. A défaut, la solidarité du colocataire sortant s'éteint au plus tard à l'expiration d'un délai de six mois après la date d'effet du congé.

Fait à ..... , le .....

LA CAUTION
Signature précédée de la mention " Lu et Approuvé - Bon pour caution solidaire."

Reproduction interdite, tous droits réservés à EXACOMPTA.
6122

LIASSE ACTE CAUTION/HABITATION PRINCIP.

Codes produits :

Référence 52E
EAN13 : -
CUP : -

Galerie de produits :



Description brève du produit :

Description du produit :